



RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

RAPPORT PAYS DU
SOUDAN

2024

Soudan



Résumé

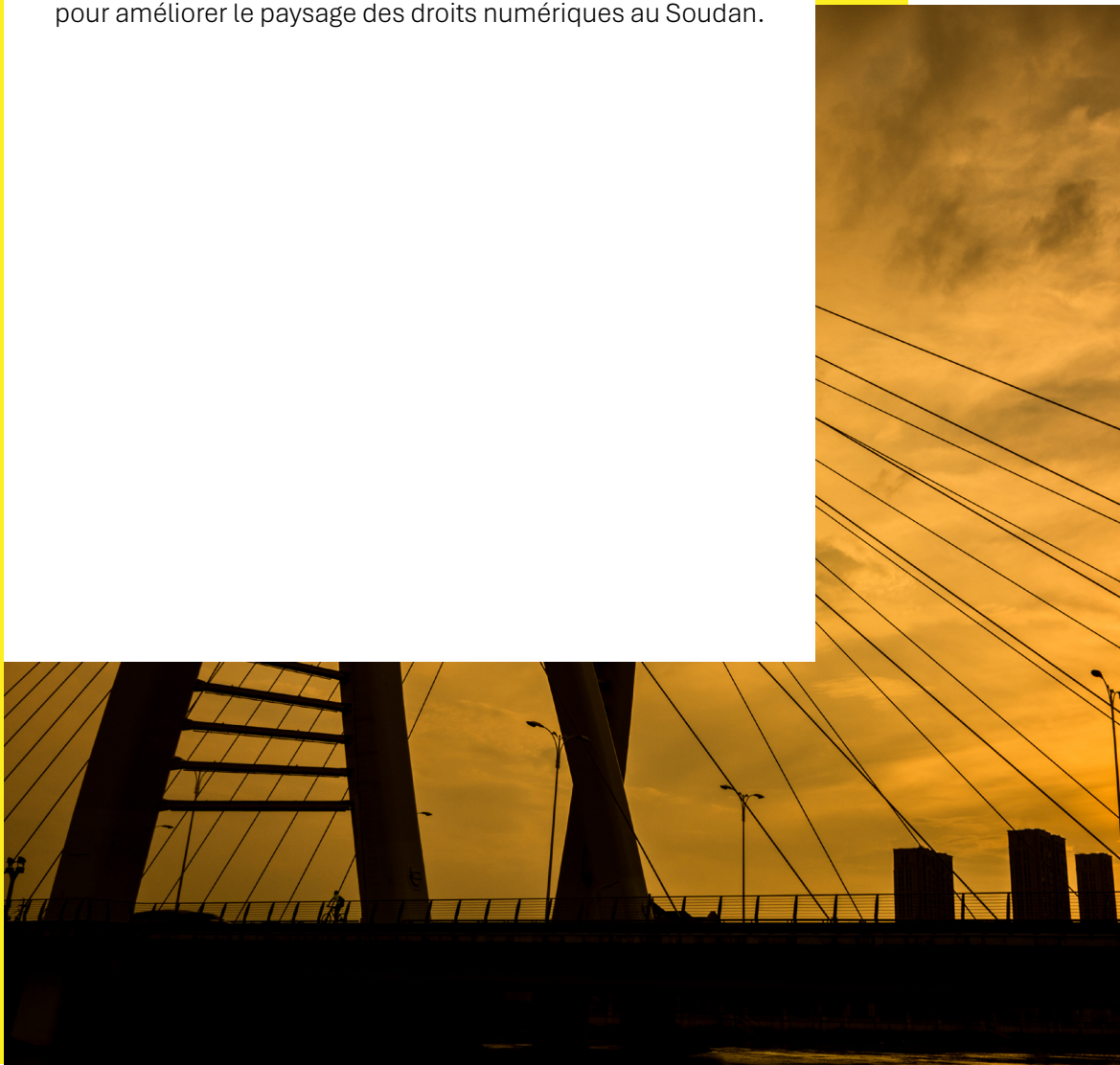
Ce rapport examine l'état des droits numériques et de l'inclusion numérique au Soudan en 2024. La méthodologie du rapport repose sur des recherches documentaires axées sur des domaines thématiques spécifiques pour les incidents au Soudan, conformément à l'indice TheScore, qui est une méthodologie de notation développée par l'équipe de l'initiative Paradigm, visant à évaluer l'état des droits numériques dans les pays ciblés, ainsi que sur les enseignements tirés de l'expérience pratique du travail sur les droits numériques au Soudan. Le rapport explore divers domaines thématiques des droits numériques, notamment l'accès à l'internet, la liberté d'expression, la protection des données et de la vie privée, la censure et la modération du contenu, l'accès à l'information, l'intelligence artificielle et les technologies émergentes, ainsi que l'inclusion numérique.

Il fournit des recommandations au gouvernement, y compris aux Forces armées soudanaises (SAF), aux Forces de soutien rapide (RSF), à la société civile et aux médias. L'année 2024 est considérée comme l'une des pires années pour les droits numériques au Soudan. Les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide ont violé la vie privée des citoyens et perturbé l'Internet. La prise de contrôle de l'infrastructure de télécommunication par le RSF représente une régression dans le paysage numérique du pays. Le rapport se termine par des recommandations cruciales qui sont pertinentes pour améliorer le paysage des droits numériques au Soudan.

2

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024



Introduction

3

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

Le Soudan est situé au nord-est de l'Afrique, bordé au nord par l'Égypte, à l'est par la mer Rouge, l'Érythrée et l'Éthiopie, au sud par le Sud-Soudan, à l'ouest par la République centrafricaine et le Tchad, et au nord-ouest par la Libye.¹⁰⁵⁴ Depuis l'éviction du régime autoritaire d'Al-Basheir en 2019, qui a dirigé le Soudan pendant 30 ans, le peuple soudanais a repris espoir de construire un pays démocratique après la dernière révolution.¹⁰⁵⁵ Cependant, les militaires ont pris le dessus et le Soudan est désormais dirigé par un régime militaire qui est aux commandes depuis le 25 octobre 2021, lorsque le lieutenant général Burhan a mené un coup d'État militaire contre ses partenaires du gouvernement de transition, juste après le soulèvement soudanais. En 2024, le peuple soudanais vivait dans une situation difficile où une guerre féroce opposait les Forces armées soudanaises et les Forces de défense du Soudan.¹⁰⁵⁶

En janvier 2024, la population totale du Soudan était de 48,73 millions d'habitants. Cependant, 13,99 millions de citoyens utilisent l'internet, avec un taux de pénétration de 28,7 %.¹⁰⁵⁷ Le Soudan comptait 29,15 millions de connexions mobiles cellulaires au début de l'année 2024.¹⁰⁵⁸ Il existe quatre principaux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) au Soudan, dont trois appartiennent à des intérêts étrangers (Zain, MTN et Canar), et le quatrième est Sudatel, dont le conseil d'administration comprend un membre du Conseil souverain transitoire, qui représente le chef de l'État, et le ministre des finances.¹⁰⁵⁹

¹⁰⁵⁴ Britannica, "Sudan", <https://www.britannica.com/place/Sudan>, (consulté le 15 novembre 2024).

¹⁰⁵⁵ BBC, "Omar al-Bashir : président déchu du Soudan", <https://www.bbc.com/news/world-africa-16010445>, (consulté le 12 novembre 2024).

¹⁰⁵⁶ Reuters, "Selon des chercheurs, le nombre de morts de la guerre au Soudan est probablement beaucoup plus élevé que ce qui a été enregistré", <https://www.reuters.com/world/africa/sudan-war-deaths-are-likely-much-higher-than-recorded-researchers-say-2024-11-14/>, (consulté le 15 novembre 2024).

¹⁰⁵⁷ Portail de données, "DIGITAL 2024 : SOUDAN", <https://datareportal.com/reports/digital-2024-sudan>, (consulté le 15 novembre 2024).

¹⁰⁵⁸ Portail de données, "DIGITAL 2024 : SOUDAN", <https://datareportal.com/reports/digital-2024-sudan>, (consulté le 15 novembre 2024).

¹⁰⁵⁹ Sudatel, Conseil d'administration, <https://www.sudatel.sd/investor-relations/governance/board-of-directors/>, (consulté le 15 novembre 2024).

Accès à l'internet

Avant février 2024, l'espace internet au Soudan était sous le contrôle de l'État, mais le conflit au Soudan a créé une nouvelle ère où d'autres parties ont eu un impact sur l'infrastructure internet. Toutefois, cette mise à jour a aggravé la situation de la liberté de l'internet, en faisant des fermetures d'internet un outil militaire. Toutefois, selon le rapport Freedom On The Net 2024, le Soudan obtient un score de 28 sur 100 en matière de liberté de l'internet, ce qui correspond à la catégorie "pas libre".¹⁰⁶⁰ Ce classement couvre la seconde moitié de 2023 et la première moitié de 2024. Le premier semestre 2024 a connu de nombreux événements qui ont limité la liberté d'internet et violé les droits numériques des citoyens, y compris les perturbations du réseau, la censure et la désinformation basée sur l'État.

Les Soudanais ont dû vivre avec des interruptions d'accès à l'internet, car les autorités y ont eu recours lors de troubles politiques ou civils, puis lors des examens nationaux avant 2024.¹⁰⁶¹ L'année 2024 représente un autre défi dans l'histoire des fermetures d'Internet au Soudan car des groupes armés ont été impliqués dans la décision de fermeture, en dehors des décisions gouvernementales qui, selon eux, étaient basées sur des lois et des règlements, comme l'annonce du ministère de l'information de fermer l'Internet pendant les examens nationaux de l'enseignement secondaire en décembre 2024.¹⁰⁶² Le gouvernement a toutefois retiré sa décision. Alors que le conflit s'intensifie entre les Forces armées soudanaises (SAF), l'armée officielle du Soudan, et les Forces paramilitaires de soutien rapide (RSF), les RSF décident d'utiliser l'infrastructure Internet comme arme dans leur guerre contre les SAF lorsque les soldats des RSF occupent les centres de données des fournisseurs d'accès Internet (FAI) et les principaux standards téléphoniques des entreprises de télécommunications et les ferment complètement, provoquant une coupure nationale des communications dans le pays le 4 février 2024.¹⁰⁶³

Sudatel a été le premier fournisseur d'accès à Internet à rétablir partiellement ses services huit jours seulement après la fermeture.¹⁰⁶⁴ Zain a suivi en mars,¹⁰⁶⁵ et MTN a rétabli ses services en mai.¹⁰⁶⁶ Ces fournisseurs d'accès ont établi un nouveau centre de télécommunications à Port-Soudan, la capitale provisoire du Soudan.

Cependant, malgré le rétablissement du service, cette coupure a marqué le début d'une nouvelle ère pour l'accès à l'internet au Soudan, où de nombreuses régions ont connu une grave instabilité du service, et d'autres sont restées dans l'obscurité pendant des mois, en particulier la région du Darfour, l'ouest du Soudan et de grandes parties des États de Khartoum et d'Aljazira. Cet événement a conduit les habitants des zones déconnectées à compter sur Starlink comme moyen de communication alternatif.¹⁰⁶⁷ Starlink est devenu l'une des principales sources d'Internet dans de nombreuses régions du Soudan, ce qui a incité le gouvernement à entamer des pourparlers avec SpaceX, le propriétaire de Starlink, afin de réglementer ses activités dans le pays.¹⁰⁶⁸

¹⁰⁶⁰ Freedom House « Liberté sur Internet 2024, Sudan », <https://freedomhouse.org/country/sudan/free-dom-net/2024>, (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁶¹ CIPESA, « Le conflit au Soudan affecte les communications numériques et la fourniture de services essentiels », <https://cipesa.org/2023/06/sudan-conflict-affects-digital-communications-and-critical-services-deliv-ery/>, (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁶² Twitter, Gov_moci, https://x.com/gov_moci/status/1872894493499719776?t=J3lh4KMyL5C6X2Gd-BORn7w&s=19, (consulté le 7 février 2025)

¹⁰⁶³ Reuters, « Les forces de sécurité soudanaises mettent hors service les réseaux de télécommunications dans tout le Soudan - sources », <https://www.reuters.com/world/africa/sudanese-rsf-brings-down-telecoms-networks-across-sudan-sources-2024-02-05/>, (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁶⁴ Ultra Sudan, « تايالولا نم ديدعلال يف فيطغتتلل دوعت ين ادوس قكباش [Sudani Network restores service in many states] », <https://ultrasudan.ultrasawt.com/%D8%B4%D8%A8%D9%83%D8%A9-%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86%D9%8A-%D8%AA%D8%B9%D9%88%D8%AF-%D9%84%D9%84%D8%AA%D8%BA%D8%B7%D9%8A%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%AF%D9%8A%D8%AF-%D9%85%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%88%D9%84%D8%A7%D9%8A%D8%A7%D8%AA/%D8%B9%D8%A7%D9%85%D8%B1-%D8%B5%D8%A7%D9%84%D8%AD/%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1>, (consulté le 1er novembre 2024)

¹⁰⁶⁵ Twitter, ZainSudan, <https://x.com/ZainSudan/status/1764217865530376300>, (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁶⁶ Facebook, MTN Sudan, [https://www.facebook.com/mtnsudan1/posts/pfbid0JQN7GSjW5KAv32w-mKbuAgQ8DRjKHraFmxRPO6YhtYF1YtD2BYmw8TXus24TFGzzxl?_cft_\[0\]=AZXlyDgCvlfv-Yj7EH8r-BVQfZ08zAQIM4WqRAQ2h_DMqOVmVNjhKEU7id1ZZ_CLIQGWvVtOgmQELhg-KaDGJufjClhPJReEmI-wZk2VO8bhqgN0Id-3nG_X8CxsxqPL5bES2faQwQMygxp5XmER0Enpbmfpv9fg-ma8lQNmVN-AR-q8xR9UvjSV5johbPiylyUtr750-juvyjBtwxt8t62u&.tn=%2CO%2CP-R](https://www.facebook.com/mtnsudan1/posts/pfbid0JQN7GSjW5KAv32w-mKbuAgQ8DRjKHraFmxRPO6YhtYF1YtD2BYmw8TXus24TFGzzxl?_cft_[0]=AZXlyDgCvlfv-Yj7EH8r-BVQfZ08zAQIM4WqRAQ2h_DMqOVmVNjhKEU7id1ZZ_CLIQGWvVtOgmQELhg-KaDGJufjClhPJReEmI-wZk2VO8bhqgN0Id-3nG_X8CxsxqPL5bES2faQwQMygxp5XmER0Enpbmfpv9fg-ma8lQNmVN-AR-q8xR9UvjSV5johbPiylyUtr750-juvyjBtwxt8t62u&.tn=%2CO%2CP-R), (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁶⁷ Échos du monde, <https://advox.globalvoices.org/2024/08/20/starlink-in-sudan-a-lifeline-or-war-facilitator/>, (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁶⁸ WSJ, « Le marché noir qui livre Starlink d'Elon Musk aux ennemis des États-Unis », <https://www>.

Cependant, RSF avait l'habitude d'offrir une connexion Starlink payante aux citoyens dans ses zones de contrôle.¹⁰⁶⁹

En outre, l'État, représenté par l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (TPRA), a continué à contrôler l'infrastructure des télécommunications en perturbant les coupures de télécommunications lors d'opérations militaires spécifiques, telles que la coupure dans la région d'Omdurman en septembre 2024.¹⁰⁷⁰ Cette réaction a également affecté Starlink, qui a parfois été coupé dans les zones contrôlées par les Forces armées soudanaises.¹⁰⁷¹

Le coût de l'accès à l'internet au Soudan peut être considéré comme élevé par rapport à la situation des travailleurs. Le prix de l'internet était de 1861,67 livres soudanaises (SDG), soit l'équivalent de 0,72 USD par gigaoctet (GB), TVA de 40 % incluse.¹⁰⁷² Toutefois, certains fournisseurs d'accès proposent un accès à Facebook à tarif zéro.

5

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

Liberté d'expression

En 2024, aucun cas de blocage de site web n'a été enregistré. Cependant, de nombreuses arrestations liées à la liberté d'expression ont été notées en 2024. Le 6 mai, le département des renseignements militaires des Forces armées soudanaises a arrêté quatre activistes en raison de leur activité sur Facebook, où ils ont publié des appels à l'arrêt du conflit.¹⁰⁷³ Le 29 octobre, la police a arrêté le journaliste Abdelmaged Abdelhameid, après qu'il ait publié un message sur Facebook concernant des allégations de corruption au sein de la Banque centrale du Soudan.¹⁰⁷⁴

Les arrestations ont dépassé les frontières du Soudan lorsque les autorités égyptiennes ont arrêté des membres soudanais de l'équipe de Sudan Bukra TV.¹⁰⁷⁵ Les autorités égyptiennes ont un protocole de collaboration en matière de sécurité avec les autorités soudanaises. En outre, l'activiste en ligne soudanais Hisham Ali a été arrêté en Éthiopie par des agents de sécurité éthiopiens et deux agents de sécurité soudanais liés à l'ambassade du Soudan à Addis-Abeba.¹⁰⁷⁶

[wsj.com/business/telecom/starlink-musk-ukraine-russia-sudan-satellite-communications-technology-f4fc-79d9?st=mkk6ee0qeyq5y6q](https://www.wsj.com/business/telecom/starlink-musk-ukraine-russia-sudan-satellite-communications-technology-f4fc-79d9?st=mkk6ee0qeyq5y6q), (consulté le 2 novembre 2024).

¹⁰⁶⁹ Échos du monde, "Starlink au Soudan : Une bouée de sauvetage ou un facilitateur de guerre ? ", <https://advox.globalvoices.org/2024/08/20/starlink-in-sudan-a-lifeline-or-war-facilitator/>, (consulté le 14 novembre 2024)

¹⁰⁷⁰ Aljazeera, "نامرد مأب تالاصتال عاطقن او رشافل او موخرخل يف تاكاتبتشال ادجت [Nouveaux affrontements à Khartoum et El Fasher, et coupure des communications à Omdurman]", <https://www.ajnet.me/news/2024/9/27/%D8%AA%D8%AC%D8%AF%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B4%D8%AA%D8%A8%D8%A7%D9%83%D8%A7%D8%AA-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%B1%D8%B7-%D9%88%D9%85-%D9%88%D8%A7%D9%84%D9%81%D8%A7%D8%B4%D8%B1>, (consulté le 1er novembre 2024)

¹⁰⁷¹ Darfur 24, "رشافل اب يئاضفل تنرتنل لمع فقوي ينادوسل شيجل [L'armée soudanaise arrête l'internet par satellite à El Fasher]", <https://www.darfur24.com/2024/10/17/%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%8A%D8%B4-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86%D9%8A-%D9%8A%D9%88%D9%82%D9%81-%D8%B9%D9%85%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%AA%D8%B1%D9%86%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%81%D8%B6/>, (consulté le 1er novembre 2024)

¹⁰⁷² Zain Sudan, "Forfaits Internet ", <https://www.sd.zain.com/Arabic/Pages/InternetOffers.aspx>, (consulté le 14 novembre 2024).

¹⁰⁷³ Radio Dabanga, "فراضل ائالوب فتاوجل يف عبرا لقتعت تارابختسال [Les services de renseignement arrêtent quatre militants politiques à Al-Hawata, dans l'État de Gedaref]", <https://www.dabangasudan.org/ar/all-news/article/%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D8%AA%D8%B9%D8%AA%D9%82%D9%84-%D8%A3%D8%B1%D8%A8%D8%B9%D8%A9-%D9%86%D8%A7%D8%B4%D8%B7%D9%8A%D9%86-%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D9%8A%~:text=%D9%88%D9%82%D8%A7%D9%84%20%D9%86%D8%A7%D8%B4%D8%B7%20%D9%85%D9%86%20%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%88%D8%A7%D8%AA%D8%A9%20%D9%84%D8%B1%D8%A7%D8%AF-%D9%8A%D9%88.%D8%A5%D9%84%D9%89%20%D9%85%D9%82%D8%B1%20%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%8A%D8%B4%20%D9%81%D9%8A%20%D8%A7%D9%84%D9%81%D8%A7%D9%88...>, (consulté le 2 novembre 2024)

¹⁰⁷⁴ Nabd Alsudan, "أيدودح فيالوب ينادوس يل ع ضبقلا [Arrestation d'un journaliste soudanais dans un État frontalier]", <https://nabdsudan.net/?p=146131>, (consulté le 2 novembre 2024).

¹⁰⁷⁵ Facebook, Husam Osman Mahjoub, <https://www.facebook.com/644873635/posts/10164679019563636/?mibextid=oFDknk&rid=BGRmAJSDajCZlg1#>, (consulté le 2 novembre 2024).

¹⁰⁷⁶ Alrakoba, "ابابا سيديا يف (ابلقود ماشه) لاقتعا [Hisham wd Daglba] arrêté à Addis-Abeba", <https://www.alrakoba.net/31970390/%D8%A7%D8%B9%D8%AA%D9%82%D8%A7%D9%84-%D9%87%D8%B4%D8%A7%D9%85-%D9%88%D8%AF%D9%82%D9%84%D8%A8%D8%A7-%D9%81%D9%8A-%D8%A3%D8%AF%D9%8A%D8%B3-%D8%A3%D8%A8%D8%A7%D8%A8%D8%A7/>, (consulté le 2 novembre 2024)

Hisham est connu pour ses posts d'investigation sur Facebook contre la corruption militaire.

Protection des données et de la vie privée

Le Soudan ne dispose pas actuellement d'une loi complète sur la protection des données.¹⁰⁷⁷ Malgré cette absence, l'article 20-1 du règlement de 2013 relatif à l'organisation des systèmes de paiement mentionne que les prestataires de services de paiement doivent prendre les mesures nécessaires pour protéger et préserver les données des utilisateurs.¹⁰⁷⁸ En outre, dans l'affaire susmentionnée, lorsque RSF a pris le contrôle de l'infrastructure de télécommunications et des centres de données, les entreprises de télécommunications ont perdu les données de leurs utilisateurs, ce qui les a amenées, après avoir rétabli le service, à contourner la réglementation relative à l'enregistrement des données des utilisateurs. En outre, comme les FAI et les autorités ne disposent pas des informations personnelles identifiables (PII) des utilisateurs, cela pourrait avoir un impact sur la capacité du gouvernement à tracer les activités des utilisateurs par le biais de leurs cartes SIM, ce qui a été signalé à plusieurs reprises.¹⁰⁷⁹ Le 9 novembre, il a été rapporté que l'ARPT n'a pas interrompu le service des cartes SIM des soldats de RSF "pour des raisons de sécurité", ce qui indique un traçage des activités des cartes SIM.¹⁰⁸⁰ Il est important de savoir que le directeur de l'ARPT est un officier militaire.

L'article 24 de la loi de 2018 sur la cybercriminalité érige les fausses nouvelles en infractions pénales. Cette disposition vague stipule qu'un auteur ayant l'intention de menacer la paix publique ou de porter atteinte au prestige de l'État, ce qui ouvre la porte à un usage abusif de la loi, sera responsable. L'article 24 de la même loi stipule que "Quiconque prépare ou utilise le réseau d'information ou de communication ou tout moyen d'information, de communication ou d'application pour publier une nouvelle, une rumeur ou un rapport, sachant qu'ils sont faux, avec l'intention de provoquer la peur ou la panique parmi le public, ou de menacer la paix ou la tranquillité publique, ou de porter atteinte au prestige de l'État, est puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale d'un an, ou de la flagellation, ou des deux à la fois".¹⁰⁸¹

La pratique de la surveillance et des violations de la vie privée par l'État au Soudan est problématique, car les autorités ont utilisé différentes technologies provenant de plusieurs fournisseurs à différentes époques.

Plusieurs cas de violation de la vie privée ont été signalés en 2024. En janvier, Radio Dabanga a rapporté que les autorités chargées de la sécurité à Port-Soudan et dans d'autres villes ont lancé des campagnes d'inspection des appareils électroniques.¹⁰⁸² D'autre part, RSF a continué à inspecter les téléphones des civils cette année encore. Il a été rapporté que RSF a engagé des femmes pour inspecter d'autres femmes, y compris leurs téléphones.¹⁰⁸³ Les forces de sécurité utilisent la "suspicion" comme prétexte pour violer la vie privée des citoyens en fouillant leurs conversations.

(consulté le 2 novembre 2024).

¹⁰⁷⁷ Protection des données en Afrique, "Sudan", <https://dataprotection.africa/sudan/>, (consulté le 3 novembre 2024)

¹⁰⁷⁸ Banque centrale du Soudan, "Règlement relatif à l'organisation des systèmes de paiement", https://web.archive.org/web/20230501153605/https://cbos.gov.sd/sites/default/files/ps_business_organization.pdf, (consulté le 1er novembre 2024).

¹⁰⁷⁹ Freedom House La liberté sur le net Soudan 2024, https://freedomhouse.org/country/sudan/freedom-net/2024#footnote4_1VYALJRVMI-v2bKZaU6-xzra4wao5XzY5O3plWNWQ_n4i6olu76vrE, (consulté le 3 novembre 2024).

¹⁰⁸⁰ Nabds Sudan, "إعرس لمدل تاداي قسطاوب ممدختسمل تالاصتل حئارش ريضم نع فشكلا" [Révélation du sort des cartes SIM utilisées par les dirigeants des Forces de soutien rapide], <https://nabdsudan.net/?p=148011>, (consulté le 3 novembre 2024).

¹⁰⁸¹ TPRA, "Informatics Crimes Law of the year 2018", <https://tpra.gov.sd/wp-content/uploads/2024/01/%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D9%85%D9%83%D8%A7%D9%81%D8%AD%D8%A9-%D8%AC%D8%B1%D8%A7%D8%A6%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B9%D9%84%D9%88%D9%85%D8%A7%D8%AA%D9%8A%D8%A9-%D9%84%D8%B3%D9%86%D8%A9-2018%D9%85.PDF.pdf>, (consulté le 12 novembre 2024)

¹⁰⁸² Akhbar Alsudan, "فتاوملا صحت لمشت نادوس تروب يف عساوش يفتت تالاح" [Les vastes campagnes d'inspection à Port-Soudan incluent la vérification des téléphones], <https://www.sudanakhbar.com/1479507>, (consulté le 3 novembre 2024).

¹⁰⁸³ Sudan Tribune, "تارفا سمل بضغت تاكاهتنا .. عيرسل ممدل تازاكترا يف شيفتتلا تايثف" [Inspection des filles aux points de contrôle des Forces de soutien rapide.... Violations qui irritent les voyageuses], <https://sudantribune.net/article281058/>, (consulté le 4 novembre 2024)

Osman Kibir, l'ancien vice-président du Soudan, a déclaré que son compte WhatsApp avait été compromis en octobre 2024.¹⁰⁸⁴ En mars 2024, le compte de l'homme politique soudanais Yasir Arman sur la plateforme X a également été piraté.¹⁰⁸⁵ Arman a accusé les restes du groupe "Cyber Jihad" du Parti du Congrès National (NCP), le parti qui a gouverné le Soudan pendant 30 ans et qui a été évincé en 2019, d'avoir piraté son compte.¹⁰⁸⁶ Les médias n'ont pas été épargnés par les tentatives de piratage de leurs sites web. Le site web de SudaNile, la célèbre plateforme d'informations et de commentaires, a été compromis. L'attaquant a supprimé les archives des trois derniers mois du site.¹⁰⁸⁷ Par ailleurs, la page Facebook de la Résistance populaire soudanaise, une initiative pro-SAF, a annoncé que la page avait été temporairement piratée par une "entité inconnue" jusqu'à ce qu'elle soit rétablie.¹⁰⁸⁸ La page ne précise pas comment elle a été restaurée. Ces événements illustrent la faiblesse évidente de la sécurité numérique parmi les acteurs et les militants politiques et publics. En outre, malgré les sanctions sévères prévues par la loi sur la cybercriminalité, elles n'ont pas dissuadé les auteurs d'utiliser Internet pour commettre leurs crimes.

Censure et modération de contenu

L'année 2024 a été marquée par des changements majeurs en termes d'efforts de modération de contenu au Soudan. En octobre 2024, X a suivi Meta en suspendant certains comptes du RSF, y compris le compte officiel du RSF, ainsi que le compte du commandant du RSF, Mohamed Hamdan Daglo.¹⁰⁸⁹ Cette mesure a été prise à la suite d'une campagne de relations publiques menée par un activiste pro-SAF appelé Mohamed Kambal.¹⁰⁹⁰

Toutefois, les centres de transparence de TikTok et de Meta n'ont pas publié de mises à jour sur les données relatives aux demandes de suppression de contenu cette année. Par ailleurs, le rapport de transparence de Google n'inclut pas le Soudan dans la liste des pays, ce qui représente une lacune dans les sources d'information relatives au Soudan.¹⁰⁹¹

En outre, cette année, le gouvernement a publié une décision interdisant les "publications négatives".¹⁰⁹² Almonzir Elhag, un météorologue qui gère une page Facebook comptant plus d'un million d'adeptes, a ajouté un message mentionnant qu'il avait reçu une notification des services

¹⁰⁸⁴ Alzawia, "قبايسلنا ينادوسلنا سيئرل بئان "باسيتاو" على عيلوتسي زركه", [Des pirates informatiques s'emparent de WhatsApp de l'ancien vice-président soudanais], <https://alzaawia.net/87219>, (consulté le 4 novembre 2024).

¹⁰⁸⁵ Nabd Alsudan, "سكأ ب نامرع رساي ءحفص ريكت", [Piratage de la page de Yasser Arman sur X], <https://ar.nabdsudan.net/?p=115467>, (consulté le 4 novembre 2024).

¹⁰⁸⁶ Nabd Alsudan, "سكأ ب نامرع رساي ءحفص ريكت", [Piratage de la page de Yasser Arman sur X], <https://ar.nabdsudan.net/?p=115467>, (consulté le 4 novembre 2024).

¹⁰⁸⁷ AllAfrica, "Sudan: Online Newspaper Sudanile Back Online After 'Serious Hack'", <https://allafrica.com/stories/202410240329.html>, (consulté le 4 novembre 2024).

¹⁰⁸⁸ Facebook, "فينادوسلنا فيب عشل ءمواقم", [https://www.facebook.com/SudanPopularResistance/posts/pfbid0fKLhmH67YiXSnSTB5xytyqoyLojzLsvNNdAQUiWyYqmZGCcLbie1FEDy5pADownsni?_cft__\[0\]=AZU-JyFf63auvjeM8xVR4RZ_rPj7chwnPcs9vDafWRHnEw8PzfUOxcakyZ-5ynDUSjpl1BKBZji4GPzIY5jW-waLE1l-BUg8Ke4NRrbXFiO8cQyAbHWMuP6JhFggsxKJ7Oweimmx3jY-V3z3mxRviib1ZzRntreLdP26sRIOUnzp-IQ&_tn_=%20C%20P-R](https://www.facebook.com/SudanPopularResistance/posts/pfbid0fKLhmH67YiXSnSTB5xytyqoyLojzLsvNNdAQUiWyYqmZGCcLbie1FEDy5pADownsni?_cft__[0]=AZU-JyFf63auvjeM8xVR4RZ_rPj7chwnPcs9vDafWRHnEw8PzfUOxcakyZ-5ynDUSjpl1BKBZji4GPzIY5jW-waLE1l-BUg8Ke4NRrbXFiO8cQyAbHWMuP6JhFggsxKJ7Oweimmx3jY-V3z3mxRviib1ZzRntreLdP26sRIOUnzp-IQ&_tn_=%20C%20P-R), (consulté le 5 novembre 2024).

¹⁰⁸⁹ Centre de ressources sur les nouvelles entreprises et les droits de l'homme, "Sudan : X a suspendu les comptes de Hemedti et RSF", <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/sudan-x-suspends-accounts-of-hemedti-and-rsf/>, (consulté le 6 novembre 2024).

¹⁰⁹⁰ Aljazeera, "عيرسل م عدل تاباسح تاصنم فاقي داعب نادوسلنا يف لدج", [Controverse au Soudan après la suspension des comptes des Forces de soutien rapide], <https://www.ajnet.me/news/2024/10/22/%D8%AC%D8%AF%D9%84-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86-%D8%A8%D8%B9%D8%AF-%D8%A5%D9%8A%D9%82%D8%A7%D9%81-%D9-85%D9%86%D8%B5%D8%A7%D8%AA-%D8%AD%D8%B3%D8%A7%D8%A8%D8%A7%D8%AA>, (consulté le 6 novembre 2024).

¹⁰⁹¹ Rapport de transparence de Google, Demandes de retrait de contenu émanant du gouvernement », <https://transparencyreport.google.com/government-removals/government-requests?hl=en>, (consulté le 6 novembre 2024).

¹⁰⁹² Ultra Sudan, "بلسلال يمالعإل رشنلنا رظحي ئراوط رمأ رصت موطرخلنا فيالو", [L'État de Khartoum émet une ordonnance d'urgence interdisant la publication de médias négatifs], <https://ultrasudan.ultrasawt.com/%D9%88%D9%84%D8%A7%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%B1%D8%B7%D9%88%D9%85-%D8%AA%D8%B5%D8%AF%D8%B1-%D8%A3%D9%85%D8%B1-%D8%B7%D9%88%D8%A7%D8%B-1%D8%A6-%D9%8A%D8%AD%D8%B8%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B4%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D8%B9%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%A7%D9%84%D8%A8/%D8%AA%D8%B3%D9%86%D9%8A%D9%85-%D8%AE%D9%88%D8%AC%D9%84%D9%8A/%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1>, (consulté le 2 novembre 2024).

de renseignements militaires de la SAF lui interdisant de publier des informations sur les tempêtes de sable pour des “raisons de sécurité”.¹⁰⁹³ Cependant, Almonzir a supprimé la notification.¹⁰⁹⁴ Un expert militaire interrogé par le chercheur a indiqué que cette décision avait été prise en raison de ses implications sur la sécurité publique, car les Forces de sécurité intérieure pourraient utiliser les circonstances météorologiques pour mener une attaque.¹⁰⁹⁵

Accès à l'information

Le Soudan dispose de la loi sur le droit d'accès à l'information (Right to Access Information Act, 2015),¹⁰⁹⁶, qui restreint de manière préoccupante l'accès à l'information au lieu de le faciliter. La loi n'est pas encore pleinement opérationnelle depuis son adoption, ce qui rend le droit d'accès à l'information hors de portée. En outre, même si elle a été promulguée, la loi a classé certaines informations interdites d'accès aux citoyens, en utilisant la “sécurité nationale” comme un terme large qui peut potentiellement être abusé et utilisé pour étouffer l'accès à l'information. Même si la loi affirme les droits des personnes handicapées, elle ne précise pas les moyens de communication accessibles qui sont nécessaires pour garantir l'inclusion des personnes handicapées.¹⁰⁹⁷

D'autres lois sont utilisées par les autorités, notamment la loi de 2018 sur l'autorité de régulation des télécommunications et des postes, la loi de 2007 sur les forces armées soudanaises (amendement de 2019) et la loi de 1997 sur les situations d'urgence et la sécurité publique.

Le règlement de 2020 sur le filtrage des contenus et le blocage des sites web sur l'internet a dressé une liste de 13 catégories qui doivent être filtrées et bloquées au Soudan.¹⁰⁹⁸ Ces catégories comprennent la pornographie infantile, les armes, les jeux d'argent et les paris. En outre, certaines catégories sont vagues, comme “l'appel à l'athéisme” dans l'article 16-E du règlement, ce qui ouvre la porte à des abus contre la liberté de religion. De plus, la même liste stipule à l'article 16-I que les réseaux privés virtuels (VPN) doivent être bloqués, ce qui indique une intention de bloquer les outils de contournement.¹⁰⁹⁹

Inclusion numérique

Le Soudan n'a pas de stratégie ou de loi sur l'intelligence artificielle (IA). En mai 2024, le portail de passeports en ligne, qui organise le processus de rendez-vous pour les passeports à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan, avait traité avec succès 350 000 demandes de passeports en ligne depuis son lancement en septembre 2023.¹¹⁰⁰ En outre, l'ambassade du Soudan en Égypte a créé une plateforme pour faciliter les besoins des citoyens, tels que les certificats de documentation, les procédures de mariage et de divorce, les certificats de naissance, etc.¹¹⁰¹ En février 2024, le

¹⁰⁹³ Facebook, ربح, <https://www.facebook.com/photo.php?fbid=494038379813194&id=100076211091902&set=a.266474325902935>, (consulté le 2 novembre 2024).

¹⁰⁹⁴ Facebook, جاحل دمحا رننملا يوج دصار, <https://www.facebook.com/monzir123/posts/pfbid0VxpK6GHH-CxGxGXjLHyCtYwNwtaBWRvixHRNSVfZUFgRbyQfjwgvPjJgq5D3EbM9CI>, (consulté le 2 novembre 2024).

¹⁰⁹⁵ Entretien avec X (31 décembre 2024)

¹⁰⁹⁶ Ministère de la Justice, “The Right to Access information act for the year 2015”, <https://moj.gov.sd/sudanlaws/#/reader/chapter/362>, (consulté le 6 novembre 2024)

¹⁰⁹⁷ échos du monde » Les arguments en faveur d'une réforme de la loi soudanaise sur l'accès à l'information “, <https://globalvoices.org/2019/08/28/the-case-for-reforming-the-sudanese-access-to-information-act/>, (consulté le 7 novembre 2024).

¹⁰⁹⁸ TPRA, “ Liste des pages et sites web filtrants et bloquants sur Internet pour l'année 2020 “, <https://tpa.gov.sd/wp-content/uploads/2023/12/%D9%84%D8%A7%D8%A6%D8%AD%D8%A9-%D8%AA%D8%B1%D8%B4%D9%8A%D8%AD-%D9%88%D8%AD%D8%AC%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%88%D8%A7%D9%82%D8%B9-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%B5%D9%81%D8%AD%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%84%D9%83%D8%AA%D8%B1%D9%88%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D8%B9%D9%84%D9%89-%D8%B4%D8%A8%D9%83%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%AA%D8%B1%D9%86%D8%AA-%D9%84%D8%B3%D9%86%D8%A9-2020%D9%85.pdf>, (consulté le 9 janvier 2024).

¹⁰⁹⁹ Echos du monde, “ Comment le gouvernement soudanais a légalisé la catégorisation et le filtrage du contenu de l'internet “, <https://advoc.globalvoices.org/2022/08/02/how-the-government-in-sudan-legalized-internet-categorizing-and-content-filtering/>, (consulté le 8 novembre 2024).

¹¹⁰⁰ Facebook, Abobaker Altaif, https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=10223810626645366&id=1585667229&mibextid=oFDknk&rdid=gL8988gCdT00bcOd#, (consulté le 8 novembre 2024).

¹¹⁰¹ Ambassade du Soudan en Égypte, “ Digital Gate “, <https://portal.sudanembassyeg.gov.sd/home>, (consulté le 8 novembre 2024).

ministère de l'éducation a approuvé le projet de la première école soudanaise en ligne. L'école électronique certifiée est affiliée à l'autorité de régulation des travailleurs soudanais à l'étranger, sous la supervision du ministère fédéral de l'éducation.¹¹⁰²

Cette école représente un espoir pour les Soudanais déplacés à l'étranger de poursuivre leur éducation interrompue par le conflit, en particulier en Égypte, qui accueille 3,8 millions de Soudanais.¹¹⁰³ Il est important de mentionner que les autorités égyptiennes ont fermé les écoles soudanaises sur leur territoire, ce qui indique un impact positif de l'école en ligne.¹¹⁰⁴ Cependant, l'école n'offre pas de fonctions hors ligne pour ceux qui ne sont pas couverts, ce qui représente la fracture numérique au sein de la communauté.

En août 2024, le National Information Center (NIC), une agence gouvernementale décrite comme "le consultant du gouvernement en matière de TIC", a mis en place un comité pour la transformation numérique dans le secteur de la santé.¹¹⁰⁵ En outre, le NIC a annoncé la connexion de six institutions gouvernementales à son réseau.¹¹⁰⁶ Malgré cet effort, il reflète le véritable fossé numérique dans le fonctionnement du gouvernement après le conflit.

Le rapport 2023 Londa,¹¹⁰⁷ mentionne que les sites web de la TPRA et de la NIC ne fonctionnaient pas depuis que RSF a fermé le centre de données du gouvernement à Khartoum. Cependant, la TPRA et la NIC ont rétabli leurs sites web, qui fonctionnent actuellement.

Le gouvernement a mis en place le projet de Fonds de service universel (USF) au Soudan à trois reprises, d'abord en 2003 après la création du Conseil de développement des technologies de l'information (Information Technology Development Council). Ensuite, en 2005, le conseil a été transformé en "Fonds" au lieu de "Conseil", et enfin, l'actuel Fonds pour le service universel a été créé sous le nouveau nom en 2018, conformément à la loi sur la réglementation des télécommunications et des postes (TPRA).¹¹⁰⁸

L'autorité de régulation, la TPRA, mène des enquêtes annuelles dans le cadre du projet de service complet. Les dernières informations accessibles au public datent de 2018, lorsqu'une enquête a été menée sur 55 zones qui n'étaient pas couvertes par les réseaux de communication lors de la première phase, afin de collecter des données correctes et de les classer en termes de faisabilité économique pour les opérateurs et les fournisseurs de services Internet (FSI). L'équipe chargée de l'enquête a constaté qu'il y avait 17 zones faisables et 38 zones non faisables. À partir de 2018, la TPRA a spécifié que la mission de l'USF est responsable du soutien des zones économiquement irréalisables, tandis que les entreprises de télécommunications doivent inclure les zones économiquement réalisables dans leur plan annuel de mise en œuvre.¹¹⁰⁹

Cependant, nos recherches n'ont pas révélé d'informations sur les projets soutenus par l'USF en 2024. En 2023, le directeur du TPRA, le Dr. Alsadig Gamal, a mentionné qu'il n'y avait pas de plans

¹¹⁰² Nabd Alsudan, "Certification de la première école électronique au Soudan", <https://nabdsudan.net/?p=112534>, (consulté le 9 novembre 2024).

¹¹⁰³ OIM, "150 migrants soudanais retournent chez eux avec l'aide de l'OIM Égypte", <https://egypt.iom.int/news/150-sudanese-sudan-migrants-return-home-assistance-iom-egypt#:~:text=Egypt%20is%20a%20country%20of,8m%20nationals%20living%20in%20Egypt.>, (consulté le 8 janvier 2025)

¹¹⁰⁴ Asharq Alawsat, "إفقار غرام روموش 3 دعب عجارفن راطتناب رصم يف قينادوسل سرامدل", <https://aawsat.com/%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A8%D9%8A/%D8%B4%D9%85%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%81%D8%B1%D9%8A%D9%82%D9%8A%D8%A7/5085220-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AF%D8%A7%D8%B1%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%AF%D8%A7%D9%86%D9%8A%D8%A9-%D9%81%D9%8A-%D9%85%D8%B5%D8%B1-%D8%A8%D8%A7%D9%86%D8%AA%D8%B8%D8%A7%D8%B1-%D8%A7%D9%86%D9%81%D8%B1%D8%A7%D8%AC%D8%A9-%D8%A8%D8%B9%D8%AF-3-%D8%B4%D9%87%D9%88%D8%B1-%D9%85%D9%86-%D8%A5%D8%BA%D9%84%D8%A7%D9%82%D9%87%D8%A7>, (consulté le 8 janvier 2025)

¹¹⁰⁵ NIC, "إحصاء ماظلل لمقرل لوحتل عورشم يل ع فارشل إل قمئادل قنجلل لامع قالطن", [Lancement du comité permanent de supervision du projet de transformation numérique du système de santé], <https://www.nic.gov.sd/public/news>, (consulté le 9 novembre 2024).

¹¹⁰⁶ NIC, "تموكح تاسؤم تسرل يافيشل طبرل لامتكاف", [Mise en réseau de six institutions gouvernementales achevée], <https://www.nic.gov.sd/news/details/9>, (consulté le 9 novembre 2024).

¹¹⁰⁷ PARADIGM INITIATIVE, "Londa 23 Sudan", https://paradigmhq.org/sdm_downloads/londa-23-sudan-en/, (consulté le 9 janvier 2025)

¹¹⁰⁸ TPRA, "Fonds de service universel", <https://web.archive.org/web/20190422055334/https://tpra.gov.sd/wp-content/uploads/2018/06/Universal-Service-Fund.pdf>, (consulté le 10 novembre 2024).

¹¹⁰⁹ TPRA, Fonds de service universel <https://web.archive.org/web/20220625164326/https://tpra.gov.sd/regulation-issues/%d8%a7%d9%84%d9%85%d8%b4%d8%a7%d8%b1%d9%8a%d8%b9/universal-service/>, (consulté le 10 novembre 2023).

L'indice de score

Indicateurs clés de Londa 2025	Déclaration de la CADHP (P comme Principe)	Score	Justification
Fermeture d’Internet	P38(2)	2	Le gouvernement a coupé l’internet dans des zones spécifiques lors de certaines opérations militaires.
Lois, politiques et autres mesures inexistantes pour promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à l’internet	P37	2	Il existe un fonds de service universel, mais le gouvernement ne l’a pas soutenu cette année.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	2	La loi sur la cybercriminalité criminalise les fausses nouvelles.
Législation sur la sédition	P22(2)	2	La loi sur la cybercriminalité criminalise la sédition.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l’homme et des citoyens	P20(1) & (2)	1	Plusieurs arrestations et cas de harcèlement des médias par les autorités ont été signalés.
Législation sur la protection des données.	P42	2	Bien que certaines lois contiennent des articles relatifs à la protection des données, il n’existe pas de législation sur la protection des données.
Les États interviennent et exigent le retrait de contenus en ligne par les intermédiaires de l’internet	P38 et P39(4)	2	Bien qu’il n’y ait pas d’informations pour cette année, l’année dernière a été marquée par de nombreux cas d’ingérence gouvernementale.
Atteinte à la confidentialité des communications	P41	1	Le gouvernement, représenté par le SAF, a mené des campagnes d’inspection des appareils électroniques. Il existe également des indicateurs de surveillance utilisant les infrastructures de télécommunication.

10

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

¹¹¹⁰ Paradigm Initiative, “Londa Sudan 2023”, https://paradigmhq.org/sdm_downloads/londa-23-sudan-en/, (consulté le 10 novembre 2024).

L'incapacité du gouvernement à divulguer et à diffuser de manière proactive l'information sur les technologies numériques.	P29(3)	2	Alors que le gouvernement avait l'habitude d'annoncer des informations par l'intermédiaire de l'agence de presse officielle et de la plateforme du porte-parole, il manque des informations qui n'auraient pas pu être trouvées sans les rapports des médias. Le Soudan a adopté la "loi sur le droit d'accès" en 2015. Cette loi contient une liste de 12 types d'informations classifiées qui ne sont pas accessibles aux citoyens, et utilise des termes vagues pour décrire ces catégories, ce qui sert de justification à la non-divulgaration.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)	1	Pas de stratégie en matière d'IA et de technologies émergentes
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur de la sécurité numérique et de la protection de la vie privée des enfants en ligne	P37(5)	2	L'article 35 de la loi sur la cybercriminalité punit les criminels qui menacent ou trompent un enfant. Cependant, il n'y a pas d'application proactive sur le terrain
Inclusion numérique	P37(3)	2	Il n'existe aucune information publique sur l'USF. Cependant, il existe quelques rapports sur les efforts gouvernementaux en matière d'inclusion numérique et d'administration en ligne.
TOTAL (jusqu'à 60)		21	Légèrement conforme

Conclusion

La liberté d'Internet au Soudan a considérablement diminué en 2024 en raison du conflit en cours. La prise en charge par RSF de l'infrastructure des fournisseurs d'accès à Internet et la fermeture de l'Internet à l'échelle nationale ont marqué un tournant dans le paysage numérique du pays. Si les fournisseurs d'accès ont rétabli le service, de grandes parties du pays, en particulier les zones de conflit comme le Darfour, ne sont toujours pas couvertes. L'apparition de moyens d'accès alternatifs tels que Starlink montre le besoin de canaux de communication fiables au Soudan, mais la tentative du gouvernement de réglementer ces services montre le conflit entre la liberté de l'internet et le contrôle de l'État. De plus, le coût élevé de l'accès à l'internet rend la vie des Soudanais plus difficile.

En outre, les lois relatives à l'internet doivent encore être réformées et la censure, les arrestations et la surveillance se sont poursuivies cette année. Des journalistes et des activistes ont été réprimés pour avoir exprimé des opinions politiques ou contesté les discours de l'État. L'absence de lois sur la protection des données reflète la vulnérabilité de la nature numérique au Soudan. Les efforts du gouvernement en matière de transformation numérique dans des secteurs tels que la santé et l'éducation sont porteurs d'espoir, mais ils sont limités par l'instabilité et le manque de ressources. Toutefois, le conflit en cours complique l'avenir du paysage numérique au Soudan.

Recommandations

Au gouvernement :

- Le gouvernement devrait cesser d'émettre des ordres d'interruption du réseau, même

pendant les opérations militaires.

- Le gouvernement soudanais devrait modifier les lois sur la lutte contre la cybercriminalité, la presse et les publications de presse de 2009, l'autorité de régulation des télécommunications et des postes de 2018 et la sécurité nationale de 2010, qui contiennent des termes vagues et imposent des sanctions sévères et disproportionnées aux agents de l'État, afin de supprimer les dispositions vagues et la criminalisation des fausses nouvelles et de la sédition.
- Le gouvernement devrait adopter une loi sur la protection des données.
- Le gouvernement devrait mettre en place un comité chargé de préparer une stratégie nationale pour l'IA et les technologies émergentes.
- Le gouvernement devrait mettre en œuvre la loi sur l'accès à l'information afin d'améliorer l'accès à l'information, ce qui réduira la propagation et l'impact de la désinformation et permettra aux citoyens d'accéder aux bonnes informations à partir de leurs sources.
- Le gouvernement devrait réduire la taxe sur les télécommunications afin de garantir un accès abordable à l'internet.
- Le gouvernement devrait soutenir l'opérationnalisation du Fonds de service universel et divulguer de manière proactive l'utilisation des fonds.
- Le gouvernement ne doit pas cibler les citoyens, les journalistes et les activistes sur la base de leurs activités en ligne.
- Le gouvernement doit cesser de saisir et d'inspecter arbitrairement les téléphones et autres appareils électroniques des citoyens, de violer le cryptage et d'enfreindre le droit à la vie privée.
- Le gouvernement devrait activer l'équipe soudanaise d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT) et proposer des canaux de communication avec les citoyens afin de réduire l'impact des cyberattaques.

Aux forces de soutien rapide (RSF) :

- RSF devrait cesser de cibler les infrastructures de télécommunications en période de conflit.
- RSF ne doit pas cibler les citoyens, les journalistes et les activistes sur la base de leurs activités en ligne.
- RSF ne devrait pas utiliser le besoin d'Internet des citoyens pour financer un conflit armé en cessant d'offrir une connectivité par satellite dans les zones non couvertes à un coût élevé.
- Les forces de sécurité devraient cesser de saisir et d'inspecter illégalement ou de voler les téléphones et autres appareils électroniques des citoyens.

À la société civile :

- La société civile soudanaise devrait lancer des campagnes de plaidoyer en faveur de réformes juridiques, en se concentrant sur l'adoption de lois sur la protection des données.
- La société civile doit lutter contre la fermeture de l'internet dans les zones de conflit.
- La société civile doit sensibiliser la population soudanaise aux droits numériques par le biais de formations et de campagnes médiatiques.
- La société civile devrait proposer une formation à la sécurité numérique aux personnes ciblées par des logiciels espions ou d'autres formes de surveillance numérique.

Aux médias :

- Les médias devraient renforcer leurs capacités en matière de vérification des faits et de lutte contre la désinformation.
- Le Syndicat des journalistes devrait proposer à ses membres une formation à la sécurité numérique.

Au secteur privé :

- Meta, X et TikTok devraient mettre à jour périodiquement leurs rapports de transparence, et Google devrait ajouter le Soudan à son rapport.

